

Le RCD dresse un constat alarmant sur la situation générale en Algérie

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), dresse un constat alarmant sur la situation générale qui prévaut dans le pays. Le parti estime dans un communiqué rendu public vendredi, que le pouvoir conduit le pays vers l'inconnu.

Sur le plan politique, la commémoration du 3e anniversaire de la révolution populaire de février 2019 a été caractérisée par une répression sans précédent qui a donné lieu à une vague d'arrestations assimilable à une véritable chasse aux sorcières, dénonce le parti.

Pour le RCD, la dégradation de la situation des droits humains et des libertés individuelles et collectives n'est plus à démontrer et le nombre de détenus politiques et d'opinions ne cesse de croître. Près de 400 militants, dont 7 femmes, sont en détention dans les prisons algériennes. Comme ultime recours et pour faire entendre leurs revendications, 46 d'entre eux se sont mis en grève de la faim depuis le 28 janvier 2022, déplore la même source.

Sur le plan socio-économique, la situation ne cesse de se dégrader dangereusement jetant des pans entiers de la population dans la misère et l'incertitude. Incapable de se départir de sa logique rentière et de mettre en place une stratégie claire pour impulser la croissance économique, comme à l'accoutumée, le chef de l'Etat se plaint dans les effets d'annonce et dans l'improvisation, s'inquiète la formation politique de Mohcine Belabbas.

''Les décisions prises, au mépris des règles juridiques, concernant le gel et la suppression, pour certains produits d'importations, des impôts et taxes pourtant contenues dans les dispositions de la loi de finances 2022, à peine entrée en vigueur, illustrent on ne peut mieux la cécité, l'amateurisme et l'incompétence criards qui règnent dans la sphère décisionnelle'', note le communiqué.

De même, l'allocation d'une prime d'aide aux chômeurs, quoiqu'indispensable, ne peut pallier l'absence d'une politique de l'emploi et dissimuler la paralysie de la relance économique. Cette mesure, qui en réalité exclut une grande partie des algériens sans emploi, est loin de répondre aux exigences économiques et sociales des Algériens – y compris bénéficiaires- qui font face à une terrible dégradation de leur pouvoir d'achat et de leurs conditions de vie.

Le moment choisi pour le lancement de cette opération et la tranche d'âge ciblée n'est en fait qu'une vaine tentative de séduction d'un pouvoir aux abois en direction d'une jeunesse qui lui a définitivement tourné le dos, souligne le RCD.

Par ailleurs, l'isolement du pays sur le plan géostratégique régional et international ne fait que s'accroître. Le régime aux commandes demeure

incapable de donner à l'Algérie la place qui lui revient sur l'échiquier politique international. L'absence du chef de l'Etat à la rencontre union Européenne-union Africaine confirme l'inexistence d'une stratégie efficiente en la matière, indique le document.

L'impasse politique, économique et sociale que le régime en place impose à l'Algérie menace la pérennité de l'Etat. Pour le RCD, il est urgent de restituer au peuple algérien sa souveraineté et d'impulser une alternative démocratique et ce dans le cadre d'un processus constituant. Le RCD exige la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus d'opinion et politique, leur réhabilitation et leur indemnisation. Il rappelle que le déni, l'aveuglement et la multiplication de coups de force au mépris de la volonté populaire ne constituent pas la solution à la crise multidimensionnelle que subit le pays.